

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 314/00

ÉFAI – 000657 – AMR 34/041/00

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

GUATÉMALA **Ricardo Lobo**
les membres des organisations de défense des droits humains

Londres, le 10 octobre 2000

Un défenseur des droits humains a été abattu par des individus non identifiés après que le gouvernement eut fait des déclarations laissant entendre que des militants des droits humains tentaient de déstabiliser le pays et qu'ils constituaient des cibles légitimes. Des individus non identifiés se déplaçant à bord d'une camionnette ont attaqué Ricardo Lobo et son compagnon de voyage le 7 septembre. Lorsqu'ils ont croisé le véhicule de Ricardo Lobo, les agresseurs lui ont crié des insultes et ont fait feu sur lui. Sa voiture a été touchée mais il s'est jeté sur le sol du véhicule et n'a pas été blessé.

Ricardo Lobo travaille pour le *Centro de Estudios, Información y Bases para la Acción Social* (CEIBAS, Centre d'études et d'information pour l'action sociale), une organisation non gouvernementale (ONG) qui mène campagne en faveur du respect des droits sociaux, économiques et culturels définis dans le cadre des accords de paix qui ont officiellement mis fin à la guerre civile qui ravageait le Guatemala depuis des années. Il participe également à l'action du *Movimiento Ciudadano por la Justicia y la Democracia* (Mouvement citoyen pour la justice et la démocratie), une coalition composée notamment d'ONG, qui demande que l'ancien dictateur Efraín Ríos Montt et 19 autres personnes soient exclus du *Congreso* (Congrès), le Parlement guatémaltèque, et privés de leur immunité en raison de leur implication dans la modification illégale d'une loi relative à la taxation des alcools.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Depuis peu, les membres d'organisations de défense des droits humains, les journalistes et les autres personnes militant en faveur des droits fondamentaux sont de plus souvent victimes de menaces ou de violences (voir l'AU 310/00, l'AU 265/00, l'AU 256/00, l'AU 223/00, l'AU 212/00 et l'AU 199/00). La multiplication de ces agressions verbales et physiques a fait suite à de récentes déclarations dans le cadre desquelles les autorités ont quasiment semblé donner carte blanche à ceux qui souhaiteraient prendre pour cibles les défenseurs des droits humains, en laissant entendre que ceux-ci tentaient de déstabiliser le pays et qu'ils risquaient d'être attaqués par des forces inconnues.

Le 28 septembre, le ministre de l'Intérieur a ainsi déclaré : « [Il] y a des groupes qui veulent créer l'instabilité, susciter le chaos et l'anarchie. [Ces groupes] projettent de faire sauter des bombes qui disperseront des tracts de propagande en explosant [...] ils incendieront également les sièges d'ONG. » Le vice-président du Congrès, Leonel Soto Arango, a affirmé deux jours plus tard : « Le ministre de l'Intérieur et le directeur de la police nationale civile nous ont informés que certains individus, qui affirment être des militants des droits humains, veulent créer l'instabilité dans le pays en provoquant des affrontements. »

Au Guatemala, des observateurs estiment que ces propos ont pu constituer un signal – intentionnel ou non – indiquant que les ONG et les défenseurs des droits humains sont des cibles légitimes, les mettant tout particulièrement en danger.

ACTION RECOMMANDÉE : aérogramme / lettre par avion / fax / courrier électronique (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par la sécurité de Ricardo Lobo et des autres membres du *Centro de Estudios, Información y Bases para la Acción Social* (CEIBAS, Centre d'études et d'information pour l'action sociale) et du *Movimiento Ciudadano por la Justicia y la Democracia* (Mouvement citoyen pour la justice et la démocratie) ;
- déclarez-vous inquiet à l'idée que les récentes déclarations des autorités semblent légitimer les attaques contre les militants des droits humains ;
- exhortez les autorités à mener des enquêtes sur cette dernière agression ainsi que sur toutes les autres attaques ayant eu lieu ces derniers temps, et à traduire en justice les responsables présumés de ces agissements ;
- appelez les autorités à prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir la sécurité de toutes les personnes qui mènent des activités légitimes en faveur des droits humains ou pour le compte d'organisations non gouvernementales (ONG).

APPELS À :

Président de la République :

Lic. Alfonso Portillo Cabrera
Presidente de la República de Guatemala
6ª Avenida « A » 4-18, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Fax : 502 221 4423 / 221 4537

Formule d'appel : *Excelentísimo Señor Presidente,* /
Monsieur le Président de la République,

Ministre de l'Intérieur :

Sr. Byron Barrientos
Ministro de Gobernación
Ministerio de Gobernación
6ª Avenida 4-64, Zona 4
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : 502 362 0239 / 362 0237

Formule d'appel : *Señor Ministro,* / Monsieur le Ministre,

Président du Congrès :

Gral. Efraín Ríos Montt
9ª Avenida 9-44, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Fax : 502 220 4024

Formule d'appel : *Señor Presidente del Congreso,* /
Monsieur le Président,

COPIES À :

Journal :

CERIGUA
2ª Calle 1-42, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Tél/Fax : 502 238 1456 / 221 2521
Courriers électroniques : cerigua@guate.net

Journal :

Prensa Libre
13 Calle 9-31, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Tél/fax : 502 230 1384
Fax : 502 251 8768 / 230 2193 / 230 2257
Courriers électroniques :
medioselectronicos@prensalibre.com.gt
nacional@prensalibre.com.gt

Alliance contre l'impunité :

Alianza contra la Impunidad
1ª Calle 0-11 Zona 2
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Tél/fax : 502 232 2651

Courriers électroniques : alianza@amigo.net.gt

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 21 NOVEMBRE 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -*